

Convention collective régionale

IDCC : 1635. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES ET CONNEXES
(GIRONDE ET LANDES)**

(19 février 1991)

(Bulletin officiel n° 1991-4 bis)

(Etendue par arrêté du 7 octobre 1991,
Journal officiel du 17 octobre 1991)

ACCORD DU 13 NOVEMBRE 2008
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} JANVIER 2009
NOR : *ASET0950134M*
IDCC : 1635

Entre :

L'UIMM de la Gironde et des Landes,

D'une part, et

Le syndicat des métaux de la Gironde (SMG) CFDT ;

L'union des syndicats de la métallurgie de la Gironde FO,

D'autre part,

Conformément aux dispositions législatives en vigueur,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le présent accord se réfère aux dispositions de l'article 29 des clauses particulières de la convention collective du 19 février 1991 applicable aux entreprises des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la Gironde et des Landes. Il se réfère également aux dispositions de l'accord national modifié du 21 juillet 1975 sur la classification et à l'accord national modifié du 13 juillet 1983 sur l'application des rémunérations minimales hiérarchiques.

Conclu ce jour, le présent accord porte effet à compter du 1^{er} janvier 2009.

Article 2

Conformément aux dispositions de l'article 2 de l'accord national du 13 juillet 1983, modifié par l'accord national du 17 janvier 1991, reprises à l'article 29 des clauses particulières de la convention collective susvisée, les

barèmes des rémunérations minimales hiérarchiques fixées ci-dessous servent uniquement de base de calcul à la prime d'ancienneté instaurée par l'article 34 desdites clauses particulières.

Article 3

Les barèmes de rémunérations minimales hiérarchiques sont obtenus en multipliant les coefficients hiérarchiques par la valeur du point fixée à 4,65 € à compter du 1^{er} janvier 2009.

Les mensuels ouvriers tels qu'ils sont définis par la classification « ouvriers », instituée par l'accord national du 21 juillet 1975 modifié, bénéficient d'une majoration de 5 % de leurs rémunérations minimales hiérarchiques.

Cette majoration est portée à 7 % pour les agents de maîtrise d'atelier.

Les rémunérations minimales hiérarchiques obtenues par les calculs prévus au présent article sont déterminées pour une durée légale hebdomadaire de 35 heures de travail effectif au sens des articles L. 3121-1 et suivants du code du travail.

Ces valeurs devront donc être adaptées proportionnellement pour les entreprises dont l'horaire collectif légal ou conventionnel de travail effectif serait inférieur à 35 heures hebdomadaires.

Article 4

Les rémunérations minimales hiérarchiques des barèmes joints en annexe comprennent les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée du travail.

Article 5

La prime d'ancienneté est calculée dans les conditions ci-après sur le barème des rémunérations minimales hiérarchiques :

- 3 % après 3 ans ;
- 4 % après 4 ans ;
- 5 % après 5 ans ;
- 6 % après 6 ans ;
- 7 % après 7 ans ;
- 8 % après 8 ans ;
- 9 % après 9 ans ;
- 10 % après 10 ans ;
- 11 % après 11 ans ;
- 12 % après 12 ans ;
- 13 % après 13 ans ;
- 14 % après 14 ans ;
- 15 % après 15 ans.

Cette prime, calculée séparément et en proportion directe de l'horaire de travail effectif, s'ajoute aux appointements réels de l'intéressé.

La prime d'ancienneté devra figurer à part sur le bulletin de paie.

Article 6

En cas de contestation concernant l'application des rémunérations prévues au présent accord, la solution des litiges relèvera des dispositions suivantes :

Une commission mixte composée :

- moitié par l'union des industries et métiers de la métallurgie de la Gironde et des Landes ;
- moitié par les organisations syndicales représentatives intéressées au conflit et cosignataires du présent accord, et à raison de 2 représentants par organisation,

examinera les difficultés d'application dûment justifiées et motivées qui lui seraient soumises.

Article 7

Après expiration du délai prévu par les dispositions législatives en vigueur du code du travail, le texte du présent accord fera l'objet d'un dépôt, en nombre suffisant d'exemplaires, auprès des services centraux du ministre chargé du travail, ainsi qu'au secrétariat du greffe du conseil des prud'hommes de Bordeaux, dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

Les parties signataires conviennent de procéder aux formalités tendant à l'extension du présent accord, selon la procédure prévue aux articles L. 2261-24 et suivants du code du travail.

Fait à Bruges, le 13 novembre 2008.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Rémunérations minimales hiérarchiques servant au calcul de la prime d'ancienneté à compter du 1^{er} janvier 2009

Horaire hebdomadaire de 35 heures de travail effectif

Valeur du point : 4,65 €.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	AGENTS DE MAÎTRISE sauf AM d'atelier	AGENTS ADMINISTRATIFS et techniciens
V	3	395	1 836,75	1 836,75
		365	1 697,25	1 697,25
	2	335	1 557,75	1 557,75
	1	305	1 418,25	1 418,25
IV	3	285	1 325,25	1 325,25
	2	270		1 255,50
	1	255	1 185,75	1 185,75
III	3	240	1 116,00	1 116,00
	2	225		1 046,25
	1	215	999,75	999,75
II	3	190		883,50
	2	180		837,00
	1	170		790,50
I	3	155		720,75
	2	145		674,25
	1	140		651,00

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	OUVRIERS y compris majoration 5 %		AGENTS DE MAÎTRISE d'ateliers y compris majoration 7 %	
V	3	395			AM 7	1 965,32
		365				1 816,06
	2	335			AM 6	1 666,79
	1	305			AM 5	1 517,53

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	OUVRIERS y compris majoration 5 %		AGENTS DE MAÎTRISE d'ateliers y compris majoration 7 %		
IV	3	285	TA 4	1 391,51	AM 4	1 418,02	
	2	270	TA 3	1 318,28	AM 3	1 268,75	
	1	255	TA 2	1 245,04			
III	3	240	TA 1	1 171,80	AM 2	1 194,12	
	2	225	P 3	1 049,74	AM 1	1 069,73	
	1	215					
II	3	190	P 2	927,68			
	2	180	P 1	830,03			
	1	170					
I	3	155	O 3	756,79			
	2	145	O 2	707,96			
	1	140	O 1	683,55			